

ROYAUME DU MAROC

__***_***_***

OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 180/2020

Le **12 Janvier 2021 à 10 Heures 30 mn**, Il sera procédé, dans les bureaux de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, ayant pour objet **la Réalisation et fourniture d'une Unité Mobile de Formation**.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur SidiMaârouf) Casablanca, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchéspublics.gov.ma. Et à partir du site de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail : www.ofppt.ma.


Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **Soixante-quinze mille Dirhams (75 000.00 DH)**.

L'estimation des coûts de prestation établie par le Maître d'ouvrage est fixée à la somme de **Trois millions quatre cent vingt mille Dirhams (3 420 000,00DH) en TTC**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du Règlement des Marchés de l'OFFPT.

Les concurrents peuvent :

- ❖ soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- ❖ soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du service des marchés rattaché à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca ;
- ❖ soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- ❖ Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n°20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

 Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n° 5 du règlement de consultation



المملكة المغربية
مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح
رقم 2020/180

في يوم 12 يناير 2021 على الساعة العاشرة و النصف صباحا، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء ، فتح الأظرفة المنطقة بطلب عروض الأثمان المفتوح، لأجل القيام و تزويد وحدة التكوين المتنقلة.

يمكن سحب ملف طلب العروض بمصلحة الصفقات بمديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، كما يمكن كذلك سحبه إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة : www.marchéspublics.gov.ma وكذا من بوابة مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل على العنوان التالي: www.ofppt.ma.

وتبلغ الضمانة المؤقتة خمسة وسبعون ألف (75 000,00) درهم

الكلية التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع تبلغ ثلاث ملايين وأربعمئة وعشرون ألف درهم (3 420 000,00) مع احتساب جميع الرسوم

يجب أن يكون كل من محترى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات المواد 27، 29 و 31 من نظام الصفقات الخاص بمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

ويمكن للمتنافسين :

- » إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام إلى المكتب المذكور؛
- » إما إيداع أظرفتهم متابل وصل، بمكتب مصلحة الصفقات بمديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء؛
- » إما تسليمها مباشرة لرئيس لجنة طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة.
- » إما إيداع أظرفتهم إلكترونيا عبر بوابة الصفقات العمومية وفقا لمقتضيات مرسوم وزارة الاقتصاد و المالية رقم 20-14 (4 شتنبر 2014) ل 8 دوالقعدة 1435 المتعلق بتجريد مساطر الصفقات العمومية من الصفة المادية

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 4 من نظام الإستشارة.

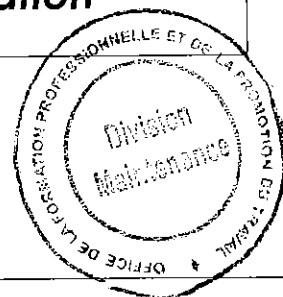


مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail

***Dossier d'Appel
D'Offres
Ouvert sur offres de prix
N° 180 / 2020***

**Financement :
Projet de l'O.F.P.P. T et hors Coopération**



Objet : Réalisation et fourniture d'une Unité Mobile de Formation

4 12

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres des prix ayant pour objet : Réalisation et fourniture d'une Unité Mobile de Formation

Il est établi en vertu des dispositions de l'article n°18, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (O.F.P.P.T) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement des marchés de l'O.F.P.P.T. Toute disposition contraire au règlement des marchés de l'O.F.P.P. T est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article n°18 et des autres articles du règlement des marchés de l'O.F.P.P.T.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé par suite du présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (O.F.P.P.T).**

ARTICLE 3 : DEFINITIONS

Au sens du règlement des marchés de l'O.F.P.P. T on entend par :

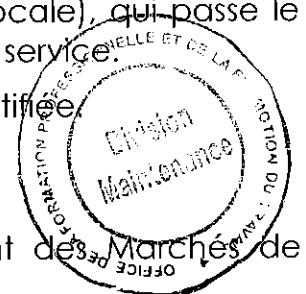
1. **Attributaire** : Concurrent dont l'offre a été retenue avant la notification de l'approbation du marché ;
2. **Autorité compétente** : L'ordonnateur ou la personne déléguée (sous ordonnateur) par lui pour approuver le marché ;
3. **Concurrent** : toute personne physique ou morale qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché ;
4. **Groupement** : deux ou plusieurs concurrents qui souscrivent un engagement unique dans les conditions prévues à l'article 140 du règlement des marchés de l'O.F.P.P.T;
5. **Maître d'ouvrage** : Entité de l'office (centrale, régionale ou locale), qui passe le marché avec l'entrepreneur, le fournisseur ou le prestataire de service;
6. **Titulaire** : attributaire auquel l'approbation du marché a été notifiée.

ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°24 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P. T :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;



T R

- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- c) Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article n°142 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

I- Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

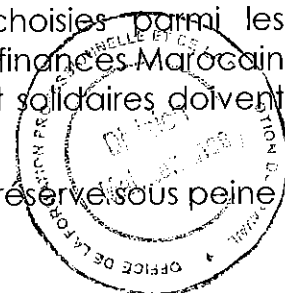
- a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle joint en annexe.
- b) L'Original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T.

N.B : - Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances Marocain (pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avalisées par une banque marocaine).

- Les pièces a et b ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

- Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T.
- Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.



✓

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'**article 40** du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P. T :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent et ce conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article n°25 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P. T ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

La date de production des pièces prévues aux (b) et (c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

Pour, les concurrents non installés au Maroc :

L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ou par une déclaration sur l'honneur dûment certifiée par les autorités compétentes du pays d'origine attestant l'impossibilité de produire l'ensemble ou une partie des documents précités.

B - Le dossier technique comprend :

- 1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution des quelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- 2. Les attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations. Chaque attestation précise notamment la **nature des prestations**, le **montant**, les délais et les **dates de réalisation**, l'**appréciation**, le **nom** et la **qualité du signataire** ;

Chaque soumissionnaire doit présenter au moins une attestation de référence de même nature de prestations et d'un montant supérieur ou égale à 40% de l'estimation en TTC durant la période 2014 et postérieur.

ARTICLE 6 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ORGANISMES PUBLICS

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 5 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :
 - a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux (a) et (b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

ARTICLE 7 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

7-1 : les dossiers administratif, technique prévus à l'article 5 ci-dessus ;

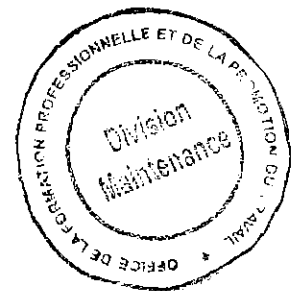
7-2 : L'offre technique :

Les pièces devant constituer l'offre technique sont :

- a- Le concurrent est amené à présenter l'étude, les caractéristiques techniques, les fiches techniques des équipements et le dessin industriel de l'UMF proposée.
- b- La méthodologie ainsi que les moyens à déployer pour la réalisation de l'UMF.
- c- Le prestataire doit fournir un engagement pour la garantie du matériel pendant la période de garantie.

7.3 : L'offre financière qui comprend :

- a- L'acte d'engagement par lot et par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.



Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P. T, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b- Le bordereau des prix - détail estimatif établi par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Le bordereau des prix - détail estimatif doit tenir compte de :

1. La saisie doit se faire par les moyens numériques (non manuscrits) ;
2. Les prix unitaires doivent être libellés en chiffres ;
3. Les montants totaux doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

7.4 : Le Cahier des Prescriptions Spéciales paraphé et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

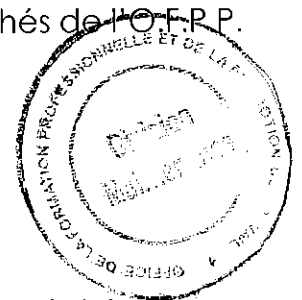
ARTICLE 8 : OFFRE VARIANTE

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

ARTICLE 9 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement des marchés de l'O.F.P.P. T, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 7 précité ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur prévue à l'article 5 précité ;
- f) Le présent règlement de la consultation.



ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article n°19 § 7 du règlement des marchés de l'O.F.P.P.T, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1-2 de l'article 20 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai Minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics, du site de l'Office le cas échéant et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par fax confirmé ou par courrier électronique confirmé, le report de la date de la séance d'ouverture des plis.

La lettre du concurrent doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier sa demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bienfondé de la demande du concurrent, il peut procéder au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage.



4 12

Dans ce cas, le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ne peut être effectué qu'une seule fois quel que soit le concurrent qui le demande.

ARTICLE 12 : REPARTITION EN LOTS

Le jugement des offres, prévu pour le présent appel d'offres, est un jugement par lot Unique.

ARTICLE 13 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°29 du règlement des marchés de l'O.F.P.P.T :

A- Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du lot ;
3. La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
4. L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ".

B- Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

- a) La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique, le cahier des prescriptions spéciales dûment signé et paraphé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.
Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif et technique » ;
- b) La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre financière » ;
- d) La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre technique ».

C- Les enveloppes visées aux paragraphes a, b et c du B ci-dessus indiquent de manière apparente :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du lot ;
3. La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.



ARTICLE 14 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau du Service des Marchés à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) à Casablanca, dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchéspublics.gov.ma et à partir du site de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail : www.O.F.P.P.T.ma.

ARTICLE 15 : DEPOT DES PLIS DES CONCURENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement des marchés de l'O.F.P.P. T, les plis sont, aux choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau de la Direction des Approvisionnements et Logistique (Service des Marchés), sis Intersection de la Route B.O. n° 50 et la Route Nationale 11 Sidi Maârouf – Casablanca MAROC ;
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article n°33 du règlement des marchés de l'O.F.P.P. T, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par tous autres moyens de communication donnant date certaine adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

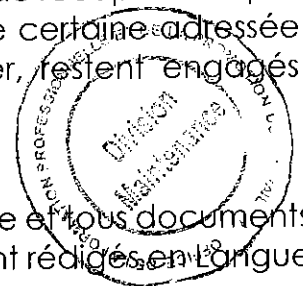
ARTICLE 17 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'O.F.P.P. T seront rédigés en Langue Française.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

ARTICLE 18 : MONNAIE DE L'OFFRE

La ou les monnaies convertibles dans lesquelles le prix des offres doit être formulé et exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours



4 12

vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 19 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

Le soumissionnaire supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'O.F.P.P. T qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

ARTICLE 20 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

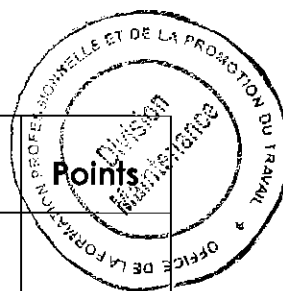
Les offres financières des concurrents admissibles sont examinées conformément aux dispositions des articles 36, 38, 39 et 40 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T.

Les capacités techniques et financières des concurrents seront appréciées comme suit :

- Seuls seront retenus, les concurrents ayant présenté au moins une attestation de références, conformes aux prescriptions de l'article 5-alinéa B-2 du présent règlement de consultation, se rapportant à des prestations de la même famille, de celles objet du CPT, et réalisées au cours des années 2014 et postérieur.
- Aussi, il est précisé qu'en cas d'attestation délivrée par un groupement, celles-ci seront appréciées pour la quote-part réalisée par le (s) concurrent(s) ou à défaut de renseignement, pour part égale du montant globale de l'attestation.

Les offres techniques seront évaluées comme suit : NT /100

Critère d'évaluation	Document servant de base pour l'appréciation	Note	Points
a- L'étude, les caractéristiques techniques, les fiches techniques des équipements et le dessin industriel de l'UMF proposée.	- Les fiches techniques détaillées du matériel proposé -Notes de calcul -dessin -Présentation des Solutions techniques proposées	N1	Max 50 pts
b- La méthodologie ainsi que les moyens à déployer pour la réalisation de l'UMF	Qualité du plan de travail, de la méthodologie proposée et maîtrise du contexte, les éléments de l'offre doivent contenir la démarche et les méthodes de mise en œuvre.	N2	Max 20 pts
c- La garantie du matériel à fournir conformément au CPS	Engagement du concurrent pour la garantie du matériel	N3	Max 20 pts
d- Planning de réalisation	Qualité du planning de réalisation de la prestation	N4	Max 10



4 R

A ce titre, il est à noter que : **NT = N1+N2 +N3+N4**

- 1) Lors de l'évaluation des offres techniques, la commission de jugement des offres attribue une note « N_T » à chaque concurrent sur un score maximum de **100 points**, conformément à la grille d'évaluation sus indiquée.
- 2) Seuls les concurrents ayant obtenu une **note technique supérieure N_T à 70 points** seront retenus pour l'étape suivante.

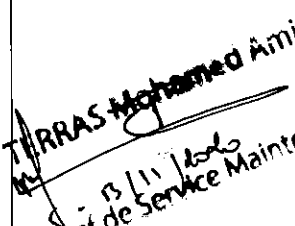
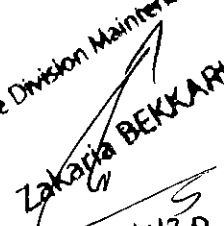

La commission peut, avant de se prononcer, charger une sous-commission technique pour analyser les offres proposées.

Conformément aux dispositions des articles 39, 40 et 41 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T précité, l'examen des offres financières concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques et leur offre technique.

Le marché sera attribué au concurrent, retenu à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques, de l'offre technique et **de l'offre financière la moins-disante.**

NB : En application des dispositions de l'article 27 du règlement des marchés l'O.F.P.P.T précité, les corrections des erreurs arithmétiques s'effectueront de la manière suivante :

- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent ;
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Etabli par : <div style="text-align: center;">  TARRAS Mohamed Amine Chef de Service Maintenance 13/11/20 </div> <div style="text-align: center;">  Zakaria BEKKARI Chef de Division Maintenance 13/11/20 </div>	Vérifié par le Service des Marchés : <div style="text-align: center;">  </div>
Le maître d'ouvrage Directeur de l'Approvisionnement et la Logistique Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique Abdelil AOUPAGHI	

MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n°...../2020 du

Objet : Réalisation et fourniture d'une Unité Mobile de Formation

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (O.F.P.P.T).

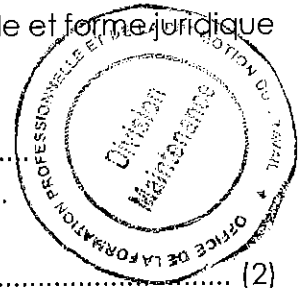
B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (1), soussigné : (Prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu
.....affilié à la CNSS sous le (2) inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n° (2) n° de patente..... (2) :

b) Pour les personnes morales

Je (1), soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société)
Au capital de:.....
Adresse du siège social de la société.....
Adresse du domicile élu.....
Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2) et (3)
Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°..... (2) et (3)
N° de patente.....(2) et (3)
N° d'identification fiscale.....
N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise :(2) et (3)
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :



Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant total hors T.V.A. :(en lettres et en chiffres)

Taux de la TVA.....(en pourcentage)

Montant de la T.V.A. :(en lettres et en chiffres)

✓ B

Montant total T.V.A. comprise :(en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) supprimer les mentions inutiles



MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix.

Objet : Réalisation et fourniture d'une Unité Mobile de Formation

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n°

(1) n° de patente (1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (RIB)

Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société) au capital de:

Adresse du siège social de la société adresse du domicile élu

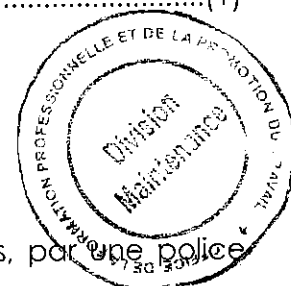
Affiliée à la CNSS sous le n° (1)

Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n° (1)

N° de patente (1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (RIB)

Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

**- Déclare sur l'honneur :**

- 1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2- que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014) ;
- 3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T ;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
 - à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)
- 5- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
 - 6- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.

✓

- 7- atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOUMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).
- 8- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T.
- 9- je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 10- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

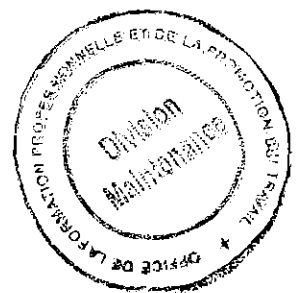
Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

- (1)** Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- (2)** À supprimer le cas échéant.
- (3)** Lorsque le CPS le prévoit.
- (4)** À prévoir en cas d'application de l'article 139 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T.
- (*)** en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.



**CAHIER DES PRESCRIPTIONS
SPECIALES
(C. P. S.)**



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Appel d'Offres ouvert n° /2020

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (O.F.P.P.T.).

Entre les soussignés :

D'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (À la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu :
- Affiliée à la CNSS sous le n° :
- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :
- Patente n° :
- N° d'identification fiscale
- N° de l'identifiant Commun de l'Entreprise :
- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet :

Réalisation et fourniture d'une Unité Mobile de Formation

ARTICLE 2 : PIÈCES INCORPORÉES AU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales,
3. Le cahier des prescriptions techniques
4. Le bordereau des prix - détail estimatif,
5. L'offre technique du titulaire,



✓

6. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAGT), approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaâbane 1437 (13 mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans le règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'O.F.P.P. T, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- Le règlement des marchés, approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (O.F.P.P.T).
- Le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaâbane 1437 (13 mai 2016) approuvant Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.
- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'O.F.P.P.T.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'O.F.P.P.T pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.

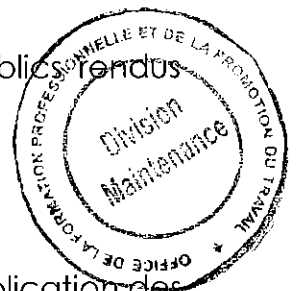
Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE 4 : NATURE ET CONTENU DES PRIX

Le présent marché est à prix fermes et Unitaire.

Les sommes dues au titulaire du présent marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire une marge pour bénéfices et risques et d'une façon



générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 5 : DROITS DE TIMBRES

Le titulaire s'acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 6 : DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le délai contractuel pour l'exécution des prestations objet du présent marché est de **Cinq mois (5 mois)**.

Il commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet du présent marché.

Ce délai s'applique à l'achèvement de toutes les prestations incombant au titulaire au titre du présent marché.

Le délai que se réserve l'O.F.P.P. T pour la vérification de la conformité technique, n'est pas inclus dans le délai contractuel susmentionné.

En cas de non satisfaction de l'O.F.P.P. T de la réalisation d'une ou de plusieurs prestations du présent marché, le titulaire est tenu de la (les) refaire à sa charge et le délai y afférent lui incombe.

ARTICLE 7 : PENALITES DE RETARD

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'**un pour mille** (1/1000) par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant initial du marché, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à huit pour cent (8) % du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Quand le montant des pénalités atteint ce plafond, l'autorité compétente se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAGT.

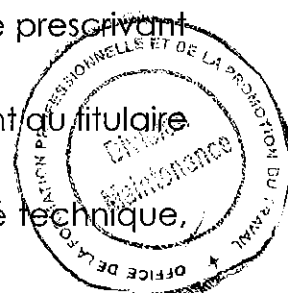
ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à :

Soixante-quinze mille DH (75 000DH)

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAGT.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant du marché arrondi au dirham supérieur.



5/2

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

N.B : Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements marocains agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 9 : LANGUES UTILISEES

Les langues de travail pour l'exécution des prestations objet du marché qui découlera du présent appel d'offres sont l'arabe et/ou le français.

ARTICLE 10 : MODALITES DE LA COMMANDE

Les ordres de service sont établis par le Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique.

ARTICLE 11 : MODALITES DE SUIVI D'EXECUTION, DE VERIFICATION DE CONFORMITE TECHNIQUE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS

Le suivi de l'exécution et la réception des prestations seront effectués par un comité de suivi et de réception désigné par l'O.F.P.P. T à cet effet par décision. Les membres de ce comité seront notifiés au titulaire par ordre de service.

Le titulaire est tenu de :

- Informer la Direction Approvisionnement et de la Logistique en permanence de l'avancement de l'exécution des prestations de ce marché.
- Prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'accès aux membres du comité précité aux lieux d'exécution des prestations ainsi qu'à l'Unité Mobile de Formation afin de suivre l'exécution des prestations.
- Se faire représenter lors des réunions de travail qui seront organisées par l'O.F.P.P.T.

L'O.F.P.P. T organisera les opérations de vérification de conformité technique des prestations à une date communiquée au préalable au titulaire qui mandatera un représentant qualifié et habilité à répondre aux remarques du comité suscité.

L'O.F.P.P. T se réserve le droit de faire contrôler les prestations réalisées par un organisme externe en présence du représentant du titulaire du marché.

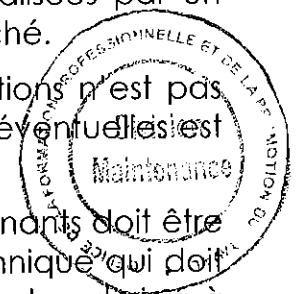
La durée que se réserve l'O.F.P.P. T pour la vérification des prestations n'est pas comptés dans le délai d'exécution. Le délai pour lever les réserves éventuelles est compté sur le délai d'exécution des prestations.

Toute divergence par rapport au marché et le cas échéant ses avenants doit être consignée dans le procès-verbal de vérification de conformité technique qui doit être signé par le(s) représentant(s) de l'O.F.P.P.T. et du titulaire ayant participé à l'opération de vérification.

Toute divergence éventuelle doit être levée, par le titulaire, dans le délai contractuel.

La réception n'est prononcée qu'une fois les prestations, vérifiées conforme, satisfait aux essais exigés.

Seules les prestations réceptionnées conformes par l'O.F.P.P. T peuvent être payées.



ARTICLE 12 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE**1- Réception provisoire**

La réception provisoire du marché n'est prononcée que lorsque toutes les prestations sont exécutées, vérifiées conformes et une fois tous les essais ont été déclarés satisfaisants par le(s) représentant(s) de l'OFPPT.

La réception provisoire du marché correspondra à la dernière date de réception.

2- Réception définitive

Le titulaire demandera à l'OFPPT d'organiser la réception définitive vingt jours au plus tard avant l'expiration du délai de garantie.

Un planning de réception définitive sera communiqué par l'OFPPT au titulaire en lui précisant les lieux et les dates de réceptions définitives.

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour se faire représenter à ces opérations.

Si au moment de la réception définitive, il est reconnu que certaines réserves concernant les prestations objet du présent marché, le titulaire disposera d'un délai d'un (1) mois maximum pour lever la ou les réserves en question et le délai de garantie est prolongé jusqu'à ce que ces réserves soient levées par le titulaire.

A défaut, l'O.F.P.P.T. peut effectuer les réparations ou remplacements aux frais du titulaire de marché ou prendre d'autres mesures correctives.

ARTICLE 13 : MODE DE PAIEMENT.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées après service fait et par application des prix unitaires définis et établis pour chaque prix par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix – détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

Le paiement des prestations réalisées par le titulaire sera réglé, sur présentation de la facture établie en 6 exemplaires.

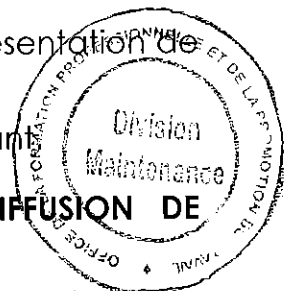
Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 14 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS

Le titulaire sauf consentement préalable donné par écrit par l'O.F.P.P. T, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, des plans ou informations fournis par l'O.F.P.P. T ou en son nom et au sujet du marché à aucune personne autre qu'une personne employée par le titulaire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'O.F.P.P. T, n'utilisera aucun des documents et aucune des informations énumérées dans le paragraphe précédent, si ce n'est pour l'exécution du marché.

Tout document, autre que le marché lui-même, énuméré dans le 1^{er} paragraphe demeurera la propriété de l'O.F.P.P. T et tous ses exemplaires seront renvoyés à



✓ R

l'O.F.P.P. T sur sa demande, une fois les obligations contractuelles du titulaire exécutées.

ARTICLE 15 : BREVETS

Le titulaire garantira l'O.F.P.P. T, contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création industrielle résultant de l'emploi des équipements ou d'un de leurs éléments au MAROC.

ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE

Toute sous-traitance éventuelle au titre de ce marché se fera dans les conditions de l'article 141 du règlement des marchés de l'O.F.P.P.T.

ARTICLE 17 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc. Les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 18 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'O.F.P.P. T ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE 19 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **soixante-quinze (75) jours** à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article **136** du règlement des marchés de l'O.F.P.P.T.

ARTICLE 20 : LIVRAISON DES EQUIPEMENTS AU SITE BENEFICIAIRE

Les Fourniture seront livrées au site bénéficiaire indiqué par l'OFPPT sans impact sur les prix ou autres conditions du marché.

Avant de commencer les livraisons, le titulaire doit transmettre à l'OFPPT un planning prévisionnel de livraison.

Les opérations de transport, de chargement, de déchargement, de déballage et d'emballage sont à la charge exclusive du titulaire et sont effectuées sous sa responsabilité.

Le responsable du centre bénéficiaire signe les bons de livraison des articles livrés en précisant les dates de livraison.

ARTICLE 21 : GARANTIE

Le titulaire garantit que les prestations effectuées par ses soins dans le cadre du présent marché, n'engendreront aucune défectuosité qui peut se révéler pendant l'utilisation normale du matériel.



Pendant la période de garantie, les techniciens du fournisseur interviendront dans un délai de 15 jours à partir du lendemain de la notification au fournisseur par l'OFPPT des défauts constatés.

Tous les frais liés à la récupération ou la réparation sont à la charge exclusive du titulaire.

ARTICLE 22 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'Article 64 du C.C.A.G-T, une retenue d'un dixième (1/10) sera effectuée sur le montant des acomptes.

La retenue de garantie cessera de croître lorsqu'elle aura atteint sept pour cent (7 %) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Toutefois, cette retenue de garantie pourra être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

N.B : pour le titulaire étranger, le cautionnement de la retenue de garantie doit être avalisé par une banque marocaine.

ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de trois ans (**3 ans**).

Le délai court à partir de la date de réception provisoire de ces prestations.

Article 24 : DÉFINITION DE L'ENTRETIEN ET DE LA MAINTENANCE DU MATÉRIEL PENDANT LA DURÉE DE GARANTIE

La maintenance et l'entretien du matériel comprennent en général trois niveaux :

- Entretien préventif et contrôle périodique du bon état de fonctionnement des équipements avec exécution de toute opération nécessaire pour maintenir un bon niveau technologique;
- Maintenance de premier niveau qui correspond à la détection du sous-ensemble en défaut, et à l'exécution sur le site des opérations suivantes : réparation, mise au point et remplacement standard des éléments reconnus défectueux ;
- Maintenance de second niveau qui correspond à la réparation en usine ou en atelier des sous-ensembles défectueux. Dans ces derniers cas, le Fournisseur proposera des formules permettant d'assurer la continuité de l'exploitation matériel de remplacement, ...

Pour le soumissionnaire non installé au Maroc, il doit fournir une attestation prouvant sa capacité, ou celle de son représentant au Maroc d'assurer le service après-vente demandé.



ARTICLE 25 : SANCTIONS SUR RETARD DE MAINTENANCE

La maintenance des équipements et la continuité de l'exploitation revêtent un caractère primordial pour l'OFPPT. Si un ou plusieurs équipements ont été inutilisables, plus une semaine à partir de la date de la notification de la panne au titulaire, et si cet arrêt est dû à une défaillance de l'équipement ou matériel fourni dans le cadre de cet appel des offres, une pénalité sera appliquée au titulaire ; Cette pénalité sera calculée de la manière suivante :

L'Administration procédera au calcul du montant des mensualités des pénalités correspondant à ce matériel, calculé sur la base de (2%) du prix d'achat toutes taxes comprises ;

La pénalité sera calculée de la manière suivante : $P = (0.02 \times N) / 208$

Où :

- P est la pénalité mensuelle
- N est le nombre d'heures ouvrable des pannes dans le mois
- 208 est le nombre d'heures ouvrable dans le mois Le montant des pénalités est déduit d'office des décomptes des sommes dues par l'OFPPT, et ce conformément aux dispositions prévues par l'article 36 du C.C.A.G.T

ARTICLE 26 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF ET PAIEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE

En application des dispositions de l'article 19 du CCAGT, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCAGT, et le paiement de la retenue de garantie est effectué ou bien les cautions qui les remplacent à la suite d'une mainlevée donnée par l'OFPPT dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des prestations objet du marché.

ARTICLE 27 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

En application des dispositions de l'article 25 du CCAGT, le titulaire doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

ARTICLE 28 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 81, 82 et 84 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAGT). Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative, conformément à l'article 83 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAGT).

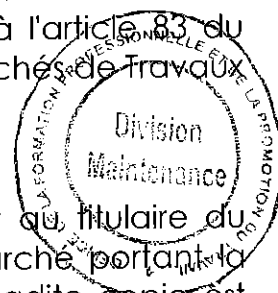
ARTICLE 29 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du précisé que :

- + La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'O.F.P.P. T ou son délégataire.

- + Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire.
- + Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.



ARTICLE 30 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur (le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaâbane 1437 (13 mai 2016) - CCAGT et règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014)).

ARTICLE 31 : MESURES COERCITIVES

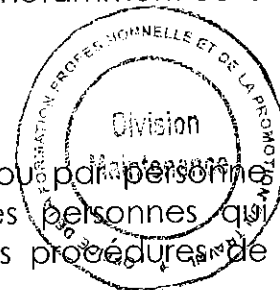
Il sera fait application des mesures coercitives prévues la CCAG-T, notamment celle prévues par son chapitre VIII.

ARTICLE 32 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.



LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	<div data-bbox="890 1227 1241 1294"> <p>Directeur de l'Environnement et de l'Énergie</p> </div> <div data-bbox="927 1330 1214 1368"> <p>ABDOUL ASSURAGHI</p> </div> <div data-bbox="1331 1442 1463 1532"> </div>

CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES (C. P. T.)

Réalisation et Fourniture d'une Unité Mobile de
Formation



CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**ARTICLE 1 : CADRE DE LA PRESTATION**

Depuis 1977, l'OFPPPT a adopté le projet de la formation itinérante par espace mobile. Ce mode de formation constitue un des piliers de la formation professionnelle au Maroc car il offre une formation au profit des jeunes des communes rurales lointaines.

Aussi, les orientations royales s'articulent sur la nécessité de recueillir des besoins de la formation itinérante auprès des communes rurales. Leur exploitation doit être permanente reflétant la réactivité de dispositif de l'OFPPPT et son adaptabilité pour une meilleure inclusion de ces communes dans le paysage socio-économique du Maroc.

Le présent CPT a pour objet la passation d'un marché pour Réalisation et fourniture d'une Unité Mobile de Formation.

ARTICLE 2 : ETENDUE DES PRESTATIONS

L'objectif des prestations est la réalisation d'une UMF conformément au CPT afin de:

- Atteindre les objectifs en termes de formation par Unité mobile au niveau des communes et des zones rurales.
- Assurer un climat convivial pour le déroulement des formations.
- L'homologation de l'UMF vis-à-vis la réglementation nationale et internationale.
- Assurer la sécurité des personnes et du matériel que soit durant le déroulement de la formation ou lors de déplacement de l'Unité mobile.
- Assurer l'efficacité énergétique lors de l'exploitation de l'UMF.

D'une manière générale, les prestations comprennent :

- 1) L'étude et la conception de l'UMF en respectant ce présent CPT.
- 2) La réalisation et la fourniture de l'UMF clé en main.
- 3) La mise en place de tous les équipements pédagogiques.

ARTICLE 3 : OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage au niveau du présent marché de mettre à la disposition de l'OFPPPT les ressources nécessaires pour mener à bien le projet.

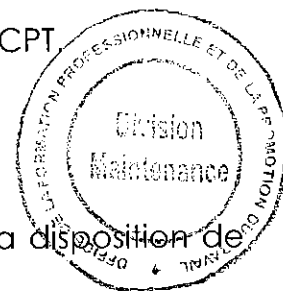
Le titulaire s'engage en coordination avec la **Division Maintenance « DM »** à gérer les relations avec les différentes entités de l'OFPPPT en ce qui concerne la réalisation des prestations demandées.

Il doit également mettre à la disposition de l'OFPPPT tous les moyens dont il dispose pour réaliser la prestation requise dans les meilleures conditions.

A la fin de la réalisation de l'UMF, le prestataire est amené à présenter l'étude et les notes de calculs validées par le bureau de contrôle.

Fourniture des moyens de communications :

Le titulaire met en place les moyens de communication nécessaires (équipements portatifs, téléphone portable... ;) pour permettre à chaque intervenant du titulaire sur site, d'être joignable à tout moment par le personnel de l'OFPPPT.



Interlocuteur du titulaire :

Le titulaire s'engage à désigner pour la réalisation des prestations un interlocuteur privilégié parmi ses collaborateurs.

Réunion de travail :

- Une réunion sera tenue avant le démarrage du marché entre le titulaire et les représentants de l'OFPPT pour étudier les différentes clauses du marché et mettre en place une démarche et planning d'exécution de la prestation.
- Le titulaire et le représentant de l'OFPPT se réunissent périodiquement dans le cadre de réunions de suivi de l'avancement des prestations, de sorte que chacune des parties soit informée de l'avancement des prestations par rapport au planning, ainsi que des éventuels problèmes rencontrés. Le nombre et les dates seront arrêtés en commun accord entre les deux parties.
- Des réunions avec le comité de suivi et de réception, présidées par Monsieur le Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique ou son représentant, seront tenues selon l'état d'avancement du projet avec le titulaire.
- Le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations au minimum les moyens en personnes et en matériels qu'il a proposés dans son offre. Il ne peut en apporter aucune modification sans l'accord préalable de l'OFPPT.

N.B : Le titulaire exécutera les prestations et remplira ses obligations avec la plus grande diligence, efficacité et économie selon les techniques modernes et pratiques acceptés et utilisées par les normes professionnelles et les réglementations en vigueur. L'OFPPT pourra remettre en cause la qualité des prestations effectuées par le titulaire par simple notification. Le titulaire devra y remédier dans les meilleurs délais, sans remettre en cause le calendrier prévu pour l'exécution de ce projet.

ARTICLE 4 : MOYENS D'EXECUTION

Le titulaire est tenu de mettre, pour l'exécution des prestations, tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer une très bonne qualité de sa prestation, notamment :

- Moyens humains : effectifs dotés des qualifications adéquates ;
- Moyens matériels : outillage qualifié et machine.
- Moyens de transport et de déplacement.

Le titulaire ne pourra jamais, à cet effet, se prévaloir de manque d'effectif et de matériel pour justifier une prestation autre que celle souhaitée par l'OFPPT.

ARTICLE 5 : CONDITION DE REALISATION DES PRESTATION

Les renseignements techniques et les indications données dans le dossier de consultation n'ont qu'un caractère indicatif dont l'appréciation est laissée au titulaire qui a la liberté de les contrôler par toutes enquêtes et mesures voulues.

D'une manière générale, le titulaire ne peut élever aucune réclamation, ni ne demander aucune indemnité au cas où il estimait que, du fait des renseignements donnés dans les documents contractuels, il aurait subi une perte ou des dépenses imprévus par suite de mésestimation des risques ou toutes sujétions.



Le titulaire est réputé avoir étudié toutes les conditions d'exécution du marché et avoir lui-même contrôlé en détail que les travaux peuvent être exécutés conformément à ces conditions.

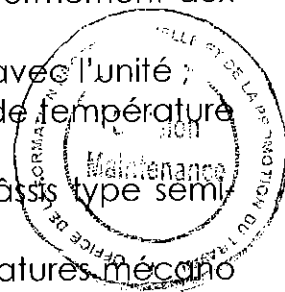
ARTICLE 6 : PRESTATIONS

➤ Réalisation et Fourniture d'une Unité Mobile de Formation

Item 1 : Réalisation et Fourniture d'une Unité Mobile de Formation

1) PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT DE L'UNITÉ MOBILE :

- Face avant et arrière, et latéraux sont formés par des panneaux CARBOFONT ou équivalent de 20 mm d'épaisseur minimum, finition intérieur en couleur blanche RAL 9010, doublés en panneaux de type (Ecofont) ou équivalent de 14mm minimum, avec vide sanitaire.
- Des inserts sont prévus et localisés à la demande pour la fixation de tout appareillage.
- Plancher en multiply de 18 mm minimum d'épaisseur de marque WISA FLOOR, WISA WIR ou équivalent.
- Pavillon en double panneaux avec un panneau 20mm minimum en CARBOFONT ou équivalent et 14 mm minimum en ECOFONT ou équivalent.
- Face avant renforcée avec cadre réalisé en profil aluminium habillé en double panneaux de même matière.
- Le système d'extension, doit être équipé par un système de guidage linéaire à billes ou à galets à forte charge, la fiche technique du constructeur dudit système doit être fourni lors du dépôt de dossier.
- La structure du table (constitue des longerons, traversée et platine de fixation doivent être traité contre la corrosion tel que le sablage, la galvanisation à chaud (après soudage) ou autre ;
- L'assemblage du faux-châssis sur le châssis doit être réalisé conformément aux prescriptions techniques du constructeur.
- Un jeu de deux cales biseautées et deux cales carrées est fourni avec l'unité ;
- Dans le choix des panneaux il faut tenir compte de la variation de température entre -10°C et 50 °C dans la province de Marrakech.
- La structure de l'unité mobile est extensible et posée sur un châssis type semi-remorque'.
- Elle est constituée de 3 caissons télescopiques fragiformes d'ossatures mécano soudées recouvertes de panneaux de carrosserie type sandwich polyester en double panneaux : Face avant et arrière, et latéraux sont formés par des panneaux CARBOFONT ou équivalent de 20 mm d'épaisseur minimum, finition intérieure en couleur blanche RAL 9010, doublés en panneaux de type (Ecofont) ou équivalent de 14mm minimum, avec vide sanitaire.
- Planchers fabriqués à partir d'une ossature mécano soudée recouverte d'un plancher de 18 mm minimum d'épaisseur de marque WISA FLOOR, WISA WIR ou équivalent (type marin isolés) et protégés en partie intérieure.
- Le caisson central est fixé et attaché au châssis Type semi-remorque. - Des traverses sont fixées au châssis, le long desquelles couissent d'autres traverses supportant les caissons latéraux de façon à permettre le passage de la largeur repliée de 2,5 m une largeur extérieur déployée de 6,48 m minimum.
- Une fois les caissons latéraux déployés, des planchers pivotants sur la partie fixe pivotent autour d'un axe horizontal afin de fermer l'espace compris entre le plancher fixe du caisson central et les planchers fixés aux traverses des caissons mobiles. Ces planchers pivotants sont relevés dans une position proche de la

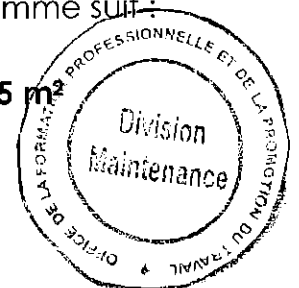
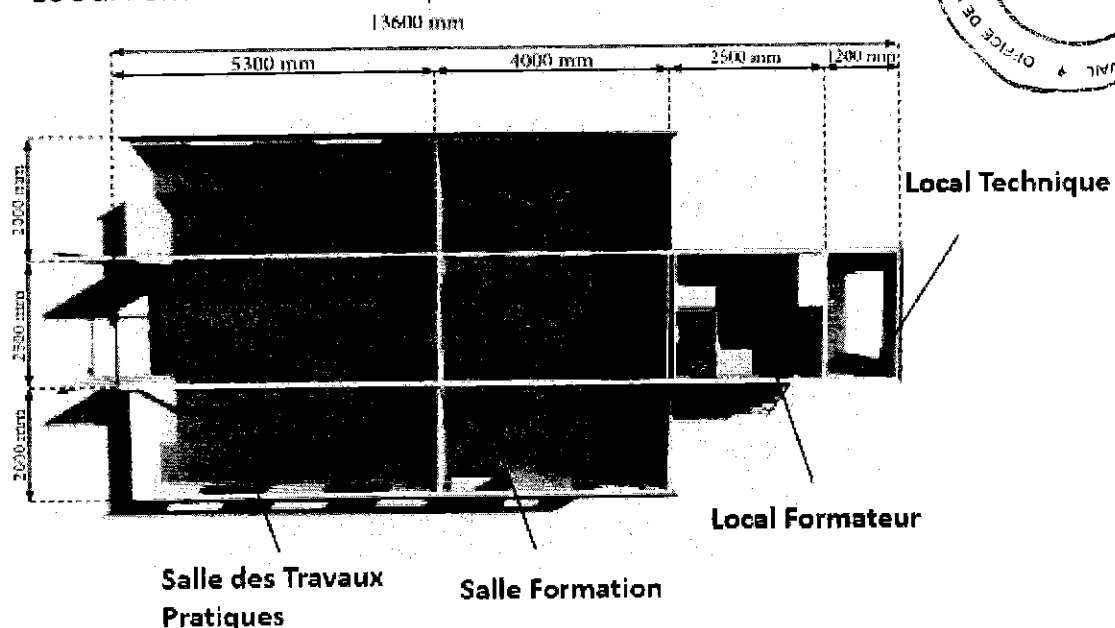


verticale lorsque les caissons mobiles se trouvant en position rétractée et reposent sur les traverses supportant les caissons latéraux en position déployée.

- Des joints sont prévus afin de garantir l'étanchéité du véhicule, tant en position repliée qu'en position déployée.
 - Le véhicule porteur ainsi que les caissons latéraux déployés sont stabilisés à l'aide de béquilles hydrauliques.
 - Les mouvements de déploiement et de repli des caissons latéraux, leur stabilisation ainsi que les mouvements des planchers pivotants sont assurés par des vérins hydrauliques à double effet.
- NB : Il faut prévoir la commande manuelle de tous les vérins hydrauliques
- L'alimentation des vérins se fait par l'intermédiaire de diviseurs de débit ou de synchronisateurs afin de permettre un déplacement des caissons latéraux strictement parallèle à l'axe longitudinal du véhicule.
 - Un automate programmable contrôle les séquences de déploiement repli de la structure extensible en incluant des sécurités empêchant toute fausse manœuvre lors de la mise en œuvre.
 - Tous les éléments nécessaires à la mise en œuvre de cette structure extensible sont fixés au châssis afin de garantir une autonomie complète du véhicule. Les commandes de l'extension ou le repli du module se font grâce à une télécommande avec option manuelle.

2. DIMENSION DU CAISSON :

- Les dimensions du caisson servant d'espace mobile de formation (Voir schéma ci-joint – à titre indicatif) devront être comme suit :
 - Longueur extérieur : 13600 mm minimum.
 - Largeur extérieure avant ouverture : 2480 mm minimum.
 - Largeur extérieure après ouverture : **6,48 m minimum.**
 - Hauteur extérieure du caisson : **3,80 m minimum** par rapport au sol
- L'espace de l'unité Mobile de la formation doit être répartie comme suit :
 - Local Technique d'une superficie d'environ **2.9 m²**
 - Salle des travaux pratiques d'une superficie d'environ **34.5 m²**
 - Salle de Formation d'une superficie d'environ **25.92 m²**
 - Local Formateur d'une superficie d'environ **6.2 m²**



3. CHASSIS Type Semi-remorque :

- Longerons longs et moyens double en T ainsi que bord de rives avec traverses et poutres soudées.
- Bord de rive Multi lock avec possibilités de sécurité de Chargement universel tous les 100 mm
- Hauteur de construction : 125 mm (inclus plancher et plaque d'attelage)
- Cheville ouvrière 2 pouce » (mesure d'angle : 2.040 mm)
- Longueur de chargement 13.600 mm au minimum
- Largeur de chargement 2.480 mm au minimum

4. Béquilles :

- Deux béquilles mécaniques, 2x12 t, avec patte à articuler avec plaque Manipulation à droite.

5. Système hydraulique d'extension des caisses :

- L'extension des caisses doit être effectuée par des vérins hydrauliques à double effet actionnés par système hydraulique dont le titulaire est amené à faire une note de calcul validé par un bureau de contrôle.
- Le système de stabilisation des caisses doit être effectué par des vérins hydrauliques à double effet actionnés par système hydraulique avec possibilité de correction automatique du nivellement du sol. Le titulaire est amené à faire une note de calcul validé par un bureau de contrôle.

6. Essieux :

- 2 essieux, 2 x 9.000 kg au minimum
- Empattement = 7.480 mm au minimum
- Entraxe essieu : 1.310 / 1.310 mm au minimum
- Essieux BPW avec suspension pneumatique avec freins à disques (déport 120)
- Train roulant renforcée
- Disques de freins avec diamètre 430 mm au minimum
- Avec système de monte et baisse, inclus valve et Commande de relevage automatique en fonction du Chargement.
- * Contact 6 de la prise 7 broches – ISO 3731 et / ou
- * Contact 12 de la prise 15 broches – ISO 12098 et / ou
- * Contact 8 A de la prise VBG

7. Pneus (Jantes) :

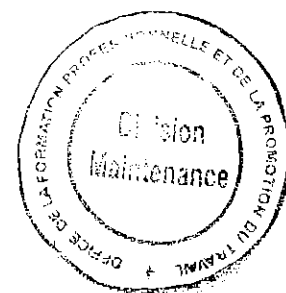
- 4 roues 385/65 R 22.5
- 1 roue de secours
- Erou de roue avec capuchon plastique

8. Porte roue de secours :

- Porte roue de secours en forme de corbeille derrière le train roulant à droite
- Porte roue de secours corbeille supplémentaire, en face
- 1 x pour monte pneumatiques tracteur

9. Ailes :

- Recouvrement de roue par anti-spray
- Dispositif anti spray selon réglementation UE



10. Système de freinage :

- Système de freinage selon réglementation ECE R13 (Inclus support anti-renversement)
- Frein de parking à cylindre accumulateur
- Diagnostic par prise ISO7638 (Câble d'alimentation EBS)
- Le Branchement du freinage de surface avant, environ 800 mm au-dessus de la plate-forme au minimum
- 2 cales de roues
- Branchement rapide Palm pour branchement air
- Système de freinage marque Wabco ou équivalent
- Système EBS, 2S/2M, 2 capteurs de freinage sur 1 essieu

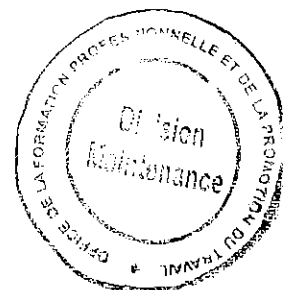
11. Eclairage :

- Système d'éclairage et de signalisation selon norme UN ECE Règlement n° 48
- 2 pièces Eclairage pour sign (LED)
- 2 feux de gabarit avec bras caoutchouc, LED
- Feux de contours LED
- Branchement câbles électriques sur face avant, environ 300 Mm au-dessus de la plateforme.
- 24 Volt, à l'avant avec prise fem. 7 broches DIN ISO 1185
- Prise femelle. 7 broches, DIN ISO 3731 à l'avant, pour fonctions supplémentaire.
- Feux arrières multifonctions, marque Hella ou équivalent
- Stabilisateurs hydraulique à commande individuelle, avec niveaux à bulle latéraux permettant la mise à niveau 0 de l'ensemble de la semi-remorque quel que soit le dénivellement du sol.

NB : le titulaire est amené au respect de la réglementation et la norme pour la réalisation du châssis.

12. CARROSSERIE :

- **Fourgon en double panneaux isolant**
 - **Longueur extérieure :** 13620 mm au minimum
 - **Largeur extérieure :** 2480 mm au minimum
 - **Hauteur extérieure :** 2.650 mm au minimum



La Carrosserie doit être de type homologuée selon normes EN-12642-XL,

Les Faces avant et arrière, le plafond et les latéraux sont formés par des panneaux isolant de 20 mm d'épaisseur, avec finition intérieur en couleur blanche.

Ces Panneaux seront assemblés par profils d'Aluminium modulaires dans toute la partie inférieure et supérieure. Les profilés d'aluminium sont de type extrudal ep= 100 mm au minimum.

Le Panneautage intérieur y compris faux plafond et séparations sera réalisé en isolant de 14 mm d'épaisseur au minimum.

La semi-remorque sera dotée de trois caissons télescopiques pour améliorer le volume utile et permettant la définition d'un Lay out offrant une fluidité et une rationalité dans la Gestion des espaces.

Tous les planchers, dans les zones de circulation « grand public » seront de type plat grâce à des mécanismes de type « queue d'aronde » liés à un système hydraulique, géré par un automate

Escaliers coulissants en inox avec marches en inox anti dérapant et rambardes de sécurité en inox.

Habillage du bas de châssis de la semi-remorque par des jupes en aluminium formant caissons de rangement.

Hayon sur l'une des portes d'accès pour faciliter l'introduction de personnes à mobilité réduite.

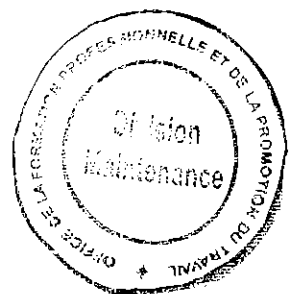
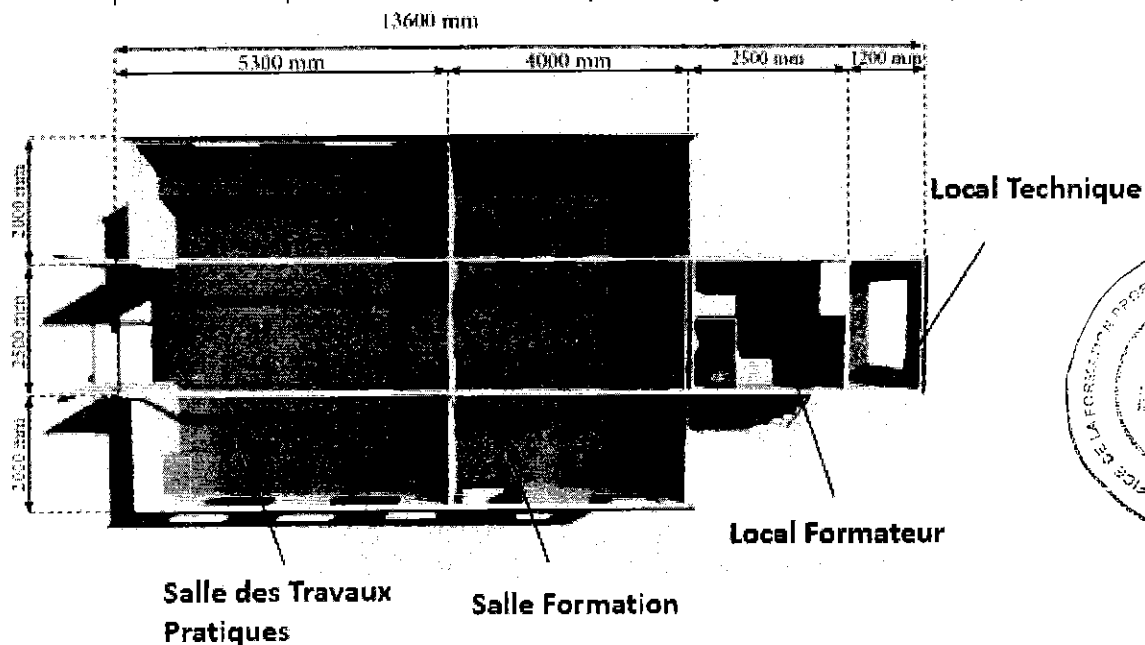
La mise en place d'un film 3M d'habillage Longue durée selon le model validé ou communiqué par l'OFPPT.

13. AMENAGEMENTS

- L'unité aménagée, selon le plan joint, comportera :
 - 1 Local Formateur
 - 1 Local Technique
 - 1 Salle de Formation
 - 1 Salle des travaux Pratiques
- Cloisons de séparation :
Les cloisons de séparation seront montées sur une structure tubulaire traitée et habillée par des panneaux isolant épaisseur 20 mm au minimum
Ces cloisons seront dotées de portes pleines, montées sur structure aluminium, d'une largeur de 800 mm minimum selon le dessin ci-joint.
- Le revêtement du plancher sera assuré par la pose d'un tapis de sol grand d'usure.
- Mobilier :
Tout le mobilier sera réalisé en panneaux de type MDF ou équivalent et n'offrant aucune porosité et nettoyables selon les procédés classiques de désinfection.
Les meubles seront dotés de charnières invisibles et de serrures de premier ordre

14. AGENCEMENTS

En respectant la présentation 3 D et plans ci-joint communiqués par OFPPT :



❖ Espace formation

L'extension de l'UMF permet de disposer d'une salle Formation climatisée de 4000 mm x 6480 mm au minimum (dimensions extérieures)

- Le faux plafond intégrera :
 - Le nombre de points d'éclairage LED de type lumière du jour à satisfaire le nombre de LUX exigé par la norme (note de calcul à fournir).

52

- Une caméra dôme reliée à un NVR et écran monté sur le retour bureau formateur.
- Les parois latérales intégreront dans des canalis, les prises électriques dont le nombre final sera arrêté par les soins de l'OFPPT.
- Cette salle sera dotée d'un accès extérieur avec escalier coulissant et rambarde de sécurité en inox.
- L'accès extérieur doit être équipé d'un Hayon pour personnes à mobilité réduite.
- Une porte d'accès extérieur d'environ 2000mm*900mm. La porte est pleine réalisée par le même matériau que la carrosserie (panneau sandwich sous structure aluminium).
- Une fenêtre ouvrante :
 - Double vitrage teinté
 - Stores ou film pour vitre.
 - Encadrement en profils aluminium
- Equipements De La Salle De Formation
 - Un bureau avec chaise pour Formateur, une imprimante multifonction et un ordinateur de type all in one de dernière génération.
 - A côté du bureau sera fourni et fixé un smart board 65 pouces Avec une technologie Silktouch™ ou équivalent qui assure la précision, la facilité d'écriture et la détection du souhait de supprimer ou écrire. Le smart board doit être Ultra HD et il permet plusieurs points de contact tactiles simultanés. Le titulaire est amené à livrer avec le smart board tous les logiciels avec leurs licences, formation pour mieux préparer et organiser les cours.
 - Un tableau Magnétique.
 - Un tableau chevalet.

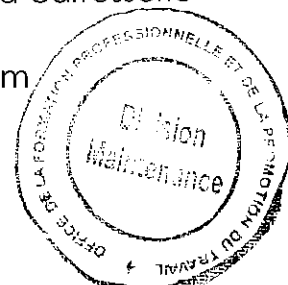
Cette salle permettra de former dix-huit personnes. Elle intégrera 18 chaises avec écrioires de dimension d'environ 550*535*780 mm.

❖ Salle des Travaux Pratiques :

L'extension de l'UMF permet de disposer d'une salle des travaux pratiques climatisée d'environ 5300 mm x 6480 mm.

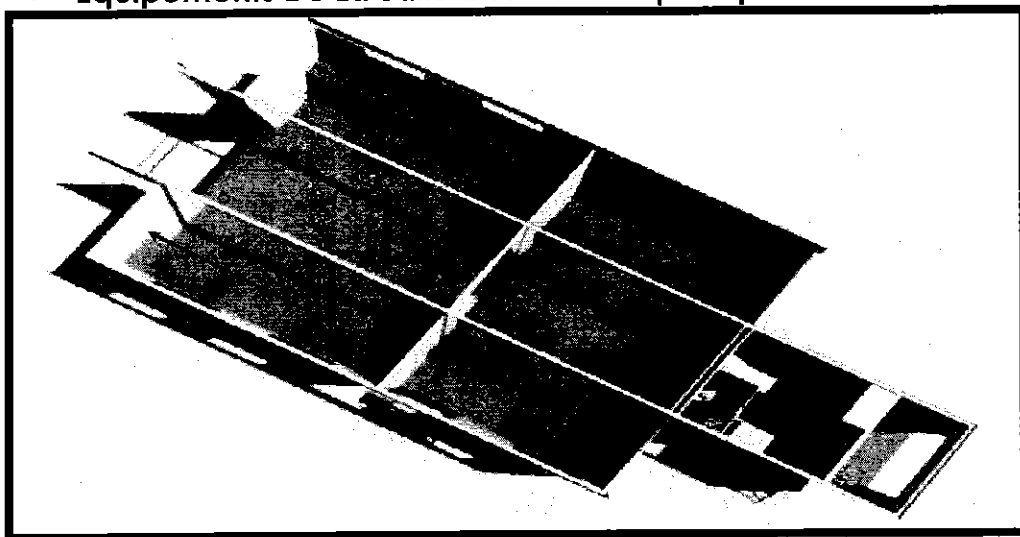
Cet espace sera doté :

- Un portail double à l'arrière de la caisse centrale qui a la largeur de la Semi-remorque. Le portail est plein réalisé par le même matériau que la carrosserie (panneau sandwich sous structure aluminium).
- Une porte double coulisse de communication sur châssis aluminium
- Quatre fenêtres :
 - Double vitrage teinté
 - Stores ou film pour vitre.
 - Encadrement en profils aluminium
- Le faux plafond intégrera :
 - Le faux plafond intégrera le nombre de points d'éclairage LED de type lumière du jour à satisfaire le nombre de LUX exigé par la norme (note de calcul à fournir).
 - Deux caméras dôme reliée au NVR
 - Les parois latérales intégreront dans des canalis, les prises électriques dont le nombre final sera arrêté par les soins de l'OFPPT.



- o Ces parois intégreront, en outre les supports d'affichage et de communication en cas de besoin.

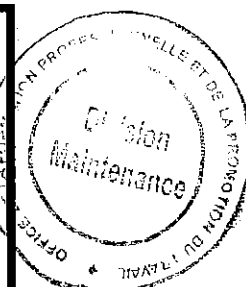
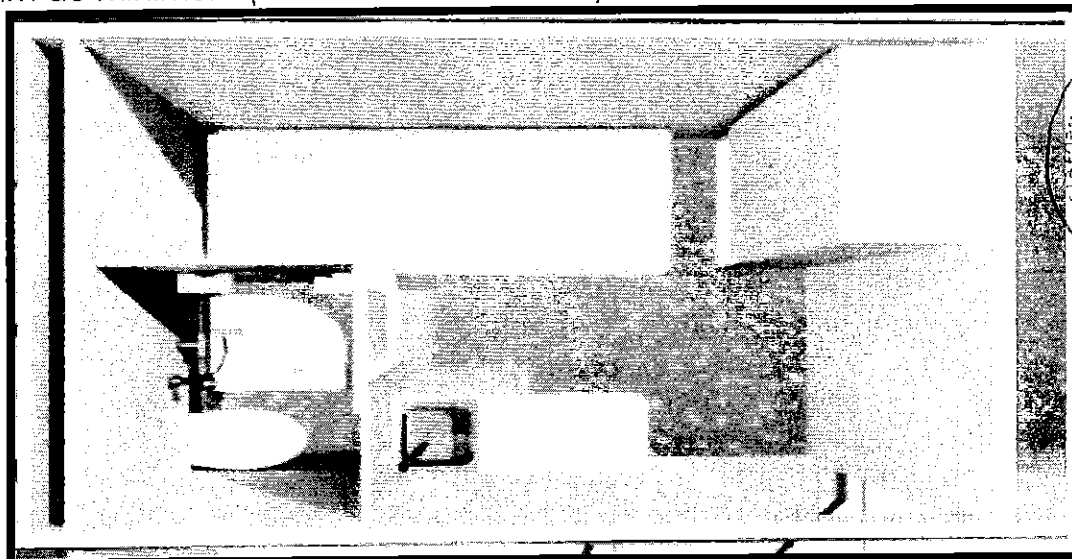
• **Equipements De La Salle Des Travaux pratiques :**



- Alimentation électrique de salle de formation en 220 V
- Prévoir 5 prises minimum, prises de courant de 16 A, comme indiqué sur le plan ci-dessus
- Un coffret composé d'une protection par un disjoncteur général bipolaire de 26 A et protection de chaque prise par un disjoncteur 2 pôles 16 A pour permettre de commander les établis (poste de travail pour les TP des stagiaires).
- 6*établi de dimension 1500 mm /750mm fixé à 1m de hauteur aux parois latérales selon le dessin ci-dessus. Etabli de caractéristiques :
Largeur 1500 mm, Hauteur 850 mm, Profondeur 750 mm, Charge répartie 1000 kg
- 6*servantes mobiles avec serrures : Longueur 748 mm, Largeur 515 mm, Largeur 515 mm, Hauteur 850 mm, Nombre de tiroirs 4 tiroirs minimum, Charge maximum 25 kg, Poids 6 kg permettront de ranger tous les appareils et outils de travail, les servantes doivent être logées au-dessous des établis.

❖ **Local Formateur :**

L'extension de l'UMF permet de disposer d'un espace privé climatisé de 2500 mm x 2.48 mm au minimum (Dimension extérieures).



NB : Le Dessin ci-dessus est à titre indicatif.

Cet espace sera aménagé de manière à abriter :

✓ R

- Un espace de repos
- Un espace sanitaire
- Un espace cuisine

Le faux plafond intégrera :

- Les points d'éclairage LED de type lumière du jour
- Les parois latérales intégreront dans des canalis, les prises électriques dont le nombre 5.

• **L'espace de repos sera équipé de :**

- Un lit de type clip clap
- Une armoire de rangement à 02 portes et étagères
- Miroir suspendu
- Eclairage et veilleuse
- Climatisation

• **Une fenêtre ouvrante :**

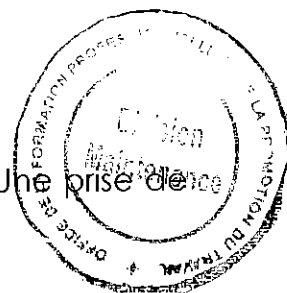
- Double vitrage teinté
- Stores ou film pour vitre.
- Encadrement en profiles aluminium
- Cette salle sera dotée d'un accès extérieur avec escalier coulissant et rambardes de sécurité en inox.

• **La partie cuisine est équipée de :**

- 01 Evier encastré et robinet mélangeur
- 01 plaque chauffante électrique encastrée à deux foyers avec prise électrique
- 01 réfrigérateur 70 litres encastré
- Une armoire à 02 portes et 01 étagère sous l'évier
- L'eau chaude sera produite par un chauffe-eau électrique de 30L instantané.

• **La salle de bain est équipée de :**

- 01 WC type broyeur ;
- Un lavabo avec robinet mélangeur ;
- Un dérouleur de papier hygiénique, Un miroir, Un extracteur, Une prise d'énergie



15. ELECTRICITÉ

➤ **PRISE MARECHAL**

Pose d'une prise Marechal avec stabilisateur de courant pour connexion au réseau public pour une alimentation en 220 V avec piquet de terre et un touret de câble de 30 ML.

➤ **GROUPE ELECTROGENE**

Groupe électrogène de la marque PANDA ou équivalent, avec option d'autostart, capoté et insonorisé, à démarrage électrique développant 15 kva au minimum. Ce groupe sera logé dans un caisson insonorisé, habillé dans le même désigne que L'ensemble. Il sera doté d'une trappe d'accès extérieure.

➤ **ELECTRICITE D'ORIGINE SOLAIRE**

✓ R

- **Source d'énergie**

L'alimentation de l'Unité Mobile de Formation sera assurée en énergie hybride. Cette énergie sera fournie par une solution d'alimentation hybride composée d'une source solaire et une source batterie et du groupe électrogène, comme secours. La source solaire sera générée par des panneaux solaires photovoltaïques couvrant la totalité du toit de la semi-remorque.

Dans le cas d'un rayonnement solaire favorable, Cette énergie solaire couvrira une partie de la puissance globale de l'énergie alimentant l'Unité mobile de la Formation. Le reste de la puissance globale nécessaire sera assuré par un système de bloc de batteries ou du groupe électrogène.

Dans le cas d'un rayonnement solaire défavorable, les 6 heures d'autonomie seront totalement assurées par le système de bloc de batteries, préalablement chargé par un redresseur chargeur (durant les 6 heures d'autonomie la décharge des batteries ne doit pas dépasser un taux de décharge de 80% maximum).

En cas de forte demande en énergie le groupe électrogène démarre automatiquement pour assurer la continuité de service.

- **La solution est composée de :**

- Panneaux photovoltaïques Mono cristallin avec un système de fixation normalisé au toit de la semi-remorque.
- Trois Convertisseurs DC/AC (Couvrant la puissance utile) puissance $\geq 5\text{KVA}$
- Redresseur chargeur hybride (solaire, réseau électrique)

- **Dispositif d'un by pass statique qui comporte :**

- Le Système bloc de batterie assurant les 6 heures d'autonomie.
- Le groupe électrogène à démarrage automatique d'une puissance 15KVA
- Un système de support métallique pour fixation et rangement de l'ensemble des éléments à l'intérieur du véhicule.

- **Panneaux photovoltaïques monocristallin :**

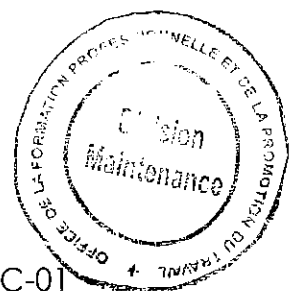
- Ensemble de panneaux photovoltaïque Mono-cristallin couvrant le toit de la Semi-remorque d'une puissance unitaire $\geq 310\text{WC/m}^2$.

- **Convertisseur DC/AC (Couvrant la puissance utile) :**

- Tension nominal d'entre : 24 V
- Tension de sortie : 230 V Pur Sinusoïdale.
- Rendement 95%
- Sonde pour l'asservissement de la température de service.
- Classe de protection IP 20
- Revêtement de protection de la borne de raccordement CFC-01
- Protection contre la décharge Profonde
- Protection contre les sur températures et les surcharges
- Protection contre les courts circuits
- Protection contre les Polarité inversée
- Avertissement sonore
- Etat de service par LED ou Afficheur

- **Chargeur Hybride (Solaire/ Réseau Electrique) :**

Chargeur multifonction qui permet de charger le Bloc de Batterie que soit par les panneaux Photovoltaïque ou le réseau électrique quand il est disponible ce chargeur aura les caractéristiques suivantes :



- Capacité de charger le système bloc de batterie en moins de Dix (6) heures
 - Avoir un dispositif de protection contre l'inversement de la polarité
 - Pouvoir de la protection du système bloc de batterie contre la surtension
 - Avoir une sonde pour la compensation de la température
- **Un Système de By-Pass Statique : sans coupure**
Permet de basculer l'utilisation sur réseau direct en cas de présence de ce dernier
Ou de basculer la charge sur le Groupe Electrogène sans coupure
 - **Un Système de Bloc de Batterie assurant 6 Heures d'autonomie :**
C'est un ensemble de batteries de type GEL, Lithium ou équivalent, d'une durée de vie de Dix (5) ans et supportant un taux de décharge de 80% et un nombre de cycle de charge et de décharge élevé.
NB : le Prestataire est amené à faire une note de calcul du dimensionnement du système validé par un bureau de contrôle agréé.

16. CLIMATISATION, CHAUFFAGE :

➤ CLIMATISATION-VENTILATION ET CHAUFFAGE :

La climatisation de l'unité mobile est assurée par deux unités type INVERTER Multisplit de 24000 BTU pour assurer une climatisation de la salle technique, salle de la formation, le locale Formateur et la salle des travaux pratiques.

NB : le dimensionnement de la climatisation est donné à titre indicatif, le titulaire est amené à faire Une note de calcul et de dimensionnement du système du chauffage et de climatisation validée par un bureau de contrôle agréé.

17. INSTALLATION HYDRAULIQUE

➤ Réservoir eau propre :

300 l en inox alimentaire 316L avec détecteur de niveau, remplissage extérieur et vidange.

NB : le titulaire doit présenter dans l'offre technique un certificat d'alimentarité du réservoir ;

Ce réservoir devra être doté d'une station de potabilisation avec démagnétisation de l'eau, filtre à particules, filtre à charbon, et traitement par UV de type c.

➤ Réservoir eaux usées :

250 l, en inox 304L avec vidange extérieure et traitement des effluents par UV de type c avant rejet dans canalisations extérieures.

18. HAYON

La fourniture et la mise en place d'un Hayon hydraulique rétractable à montage rapide de capacité de levage 2000 Kg, avec une plateforme en Aluminium résistante à la déformation.

19. SECURITE INCENDIE

L'UMF présente plusieurs facteurs de risques d'incendie, à savoir

- Nature de formation ;
- Présence de d'appareils de chauffage ;
- Présence de plaques chauffantes ;
- Présence de substances inflammables (bois, plastique,) ;



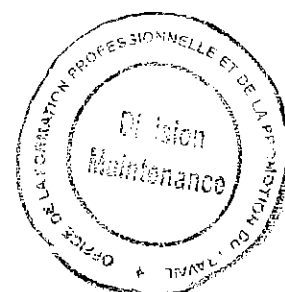
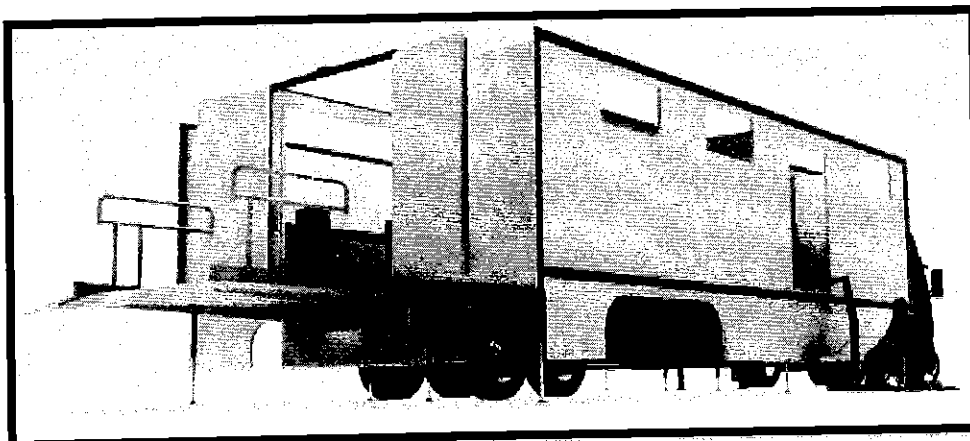
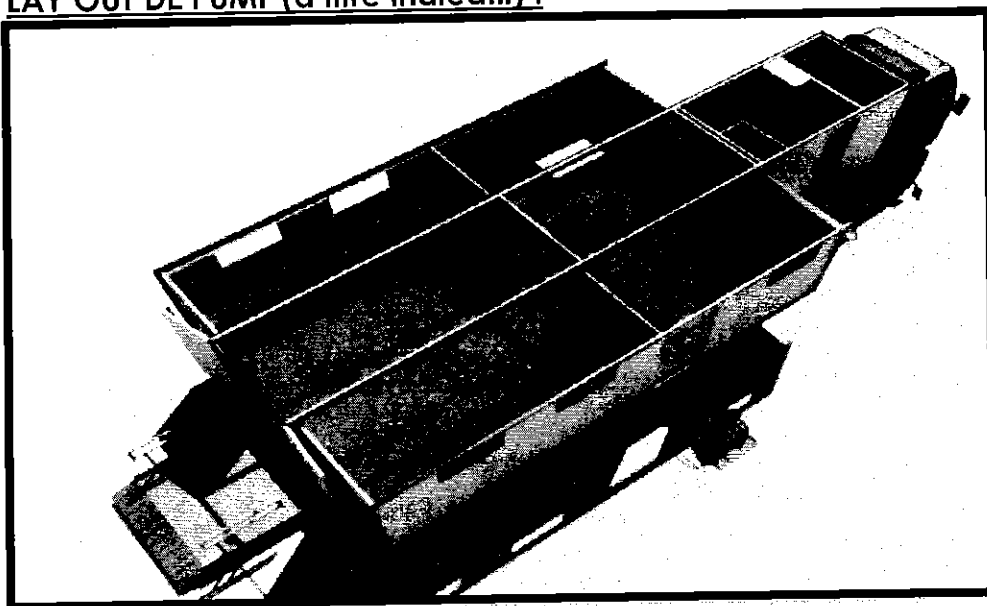
D'où la nécessité d'installation d'un dispositif d'avertissement sonore permettant la lutte contre le risque d'incendie :

- La fourniture et la mise en place d'une Centrale de détection incendie conventionnelles non adressables (6 zones de détection).

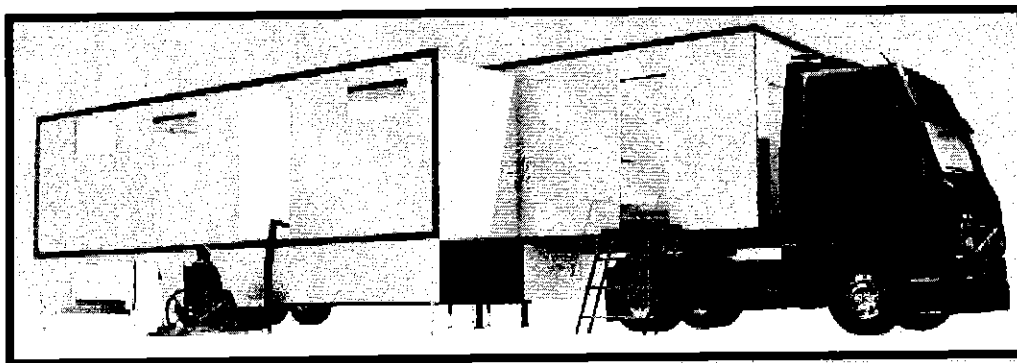
20. TROUSSE DE PREMIERS SOINS

- Trousse de secours en coffret plastique.
 - Dimensions du coffret : 210 X 140 X 55mm.
 - Composition de la trousse :
 - 1 rouleau de sparadrap
 - 1 boîte de 4 gants isolants
 - 1 boîte de 6 pansements pré-découpés
 - 1 sachet de compresses gaze stériles
 - 1 bande nylon 3 m X 7 cm
 - 1 bande nylon 3 m X 4.5 cm
 - 2 tampons alcool isopropylique
 - 2 serviettes rafraîchissantes
 - 2 serviettes désinfectantes.
 - 2 serviettes anti-moustique
 - 1 paire de ciseaux
 - 1 pince à écharde

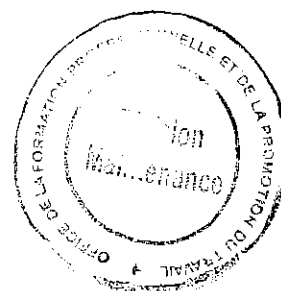
21. LAY OUT DE L'UMF (à titre indicatif) :



✓



NB : le dessin ci-dessus est à titre indicatif



✓ 12

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

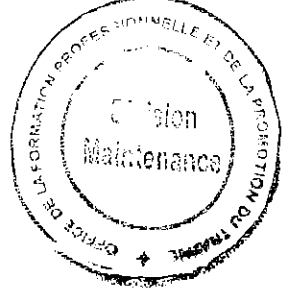
Objet : Réalisation et Fourniture d'une Unité Mobile de Formation

Item N°	Nature des travaux	Unité	Quantité	Prix unitaire HT	Prix total HT
1	Réalisation et Fourniture d'une Unité Mobile de Formation	U	1		
Total H.T.					
TVA (20%)					
Total T.T.C					

Important : Vu que les prestations objet du présent appel d'offres sont destinées uniquement à la formation professionnelle, il y a lieu de proposer des prix préférentiels à ce sujet.

Fait à le

Signature et cachet du concurrent.



✓ R